

Déclaration préalable

Conseil Supérieur de l'Éducation du jeudi 24 Novembre 2022



Monsieur le Président, Mesdames et messieurs les membres du Conseil,

La FCPE tient à remercier en premier lieu monsieur le Ministre, d'avoir accédé au vœu collégial du CSE de création d'une commission spécialisée « calendrier scolaire ». Nous comptons sur vous pour une véritable prise en compte de ces futurs travaux, car les membres qui seront engagés donneront de leur temps et de leur énergie. Comme l'ensemble de la communauté éducative, nous œuvrons pour l'intérêt des enfants, leur réussite, et le calendrier est un élément central de leur bien-être à l'école.

L'école du futur, parlons-en ensemble. Nous avons mené une enquête flash interne au sein de la FCPE, moins d'un quart de nos départements ont été associés ou ont connaissance de travaux engagés dans ce grand projet, au travers notamment des autodiagnostic construits par le CEE. Cela interroge du niveau d'imprégnation dans les territoires. Mais aussi sur la façon de mener ce projet : rapidité et calendrier contraint dans un contexte scolaire où l'organisation est déjà très chargée, entre manque de personnels, continuité du service public, organisation des parcours d'orientation, pour n'en citer que quelques-uns. Or, l'éducation s'inscrit dans un temps long.

Les parents, mais aussi les 30% d'élèves qui suivent cette voie, sont extrêmement inquiets de la réforme des lycées professionnels, qui suit la grande transformation de la voie professionnelle. Nous sommes confrontés là encore à un temps ultra contraint, car il serait urgent d'aller vite pour répondre « aux besoins de la Nation » dans les territoires et dans les entreprises. L'apprentissage ne convient pas à tous les jeunes et encore moins s'il est subi ou que la branche de formation est imposée contre son gré à l'élève. Avant toute nouvelle 'réforme', la FCPE demande une communication de l'évaluation de la transformation antérieure. Nous considérons que la réforme précédente n'est aucunement aboutie, tant pour l'orientation choisie des élèves, que pour l'égalité de traitement et de considération sur les différentes formations en lycée professionnel, général, technologique, et agricole.

La FCPE le répète : il n'est pas envisageable de continuer à mettre la jeunesse sur des voies sans interconnexions. Aujourd'hui c'est bien le statut d'élève qui protège les enfants de 3 à 18 ans, y compris les élèves à besoins éducatifs particuliers, enfants porteurs de handicap, enfants allophones... Le statut scolaire permet de construire un socle commun de connaissances de compétences et de culture, de soft skills, aux côtés des savoir-faire et savoir-être professionnels. L'Éducation nationale doit tenir pour les mineurs son rôle comme premier service public d'éducation et de formation, et non le ministère du Travail, ni les Régions !

Aujourd'hui, il semblerait que les élus de la République veuillent construire l'école du futur, intégrant les jeunes très tôt dans le monde du travail. Que fait-on des aspirations des élèves et de leur devenir de citoyens ? De nouveau est posée la question du contrôle de l'habillement des élèves, en agitant le chiffon rouge de rendre obligatoire l'uniforme à l'école. Soyons sérieux ! A-t-on besoin, une fois encore, de faire preuve de pédagogie et d'égrener ici nos arguments : l'uniforme n'a pas sa place à l'école ! Il ne gomme aucunement les distinctions sociales et ne résoudra pas plus l'influence extérieure subie par les enfants. C'est bien un projet idéologique et quelque peu daté qui est proposé. Militer pour l'uniforme, c'est croire à l'école des Choristes et c'est penser que l'autoritarisme scolaire fait grandir les enfants.... C'est faux, c'est nier la capacité des enfants à apprendre ensemble en se

confrontant au cadre, en rencontrant l'autre. La laïcité à l'école c'est parler de toutes les religions à l'école, c'est découvrir et comprendre la culture de l'autre. L'uniforme c'est la baguette magique de celles et ceux qui depuis 20 ans baissent le nombre d'adultes face aux enfants, qui ont cassé le moule de la formation des enseignants sur des questions aussi essentielles que la façon de faire vivre les valeurs de la République à l'école. Les laissant seuls face aux enfants et aux parents ! Pour la FCPE, l'uniforme ne règlera pas la question, il y aura toujours des éléments, des accessoires qui permettront de ne pas gommer les inégalités sociales. Le vêtement est une expression de la personnalité. Etouffer l'expression des jeunes par des mesures autoritaires risque de provoquer l'inverse des attendus. Pour la FCPE qui se bat pour la gratuité de l'école, une telle mesure serait un non-sens socialement. Qui paie, comment, quelle fréquence ?

La FCPE sera là pour défendre l'école de la République, laïque, obligatoire et gratuite et résolument tournée vers les défis de demain. Il est bon de savoir quel monde nous voulons construire pour nos enfants, mais préoccupons-nous aussi de ce que les enfants feront du monde que nous leur laissons.

Je vous remercie